



Nos références : PU 28361

Annexe : plans

PERMIS D'URBANISME

LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Vu la demande de permis d'urbanisme introduite :

demandeur :

situation de la demande : Rue des Glands 72 - 74

objet de la demande : Immeuble avant : Modifier les logements existants aux étages, aménager un studio au rez et modifier le volume (toiture et façade arrière, lucarne et terrasses) - Démolir une annexe - Immeuble arrière : modifier l'aménagement intérieur, aménager une terrasse sur la courette, modifier l'utilisation du bâtiment arrière d'activité productive artisanale en activité productive de bien immatériels (atelier d'architecture et d'artiste) - Remplacer les châssis de fenêtre et des portes en façade à rue

ARRETE :

Art. 1er. Le permis visant à Modifier le volume de la toiture du bâtiment avant, un studio, la fermeture d'une petite cour et la façade à rue, est délivré aux conditions de l'article 2.

Art. 2. Le titulaire du permis devra :

1° respecter les conditions prescrites par l'avis conforme reproduit ci-dessous du fonctionnaire délégué ;

2° **respecter les conditions suivantes imposées par le Collège des Bourgmestre et Echevins :**

- Se conformer aux plans en annexe ;
- Respecter et appliquer les remarques ainsi que les réglementations générales émises dans l'avis du Service Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la région de Bruxelles-Capitale ;

Pour mémoire : Le studio du rez-de-chaussée doit rester l'accessoire de l'activité productive, il ne peut être dissocié de celle-ci.

3° ~~s'acquitter des charges d'urbanisme suivantes :-;~~

4° respecter les indications particulières reprises dans l'annexe 1 du présent arrêté.

~~**Art. 3.** Les travaux ou actes ne peuvent être maintenus au delà d'une durée de ... à dater de la notification du présent permis. (Article 102 du CoBAT relatif aux permis à durée limitée)~~

Art. 4. Le titulaire du permis doit, **au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes :**

- afficher sur le terrain l'avis, dont un modèle est joint au présent permis, indiquant que le permis a été délivré, et ce pendant toute la durée de ce chantier ou tout au long de l'accomplissement de ces actes ;
- avertir, par lettre recommandée, le collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis et de l'affichage, conformément aux modalités jointes au présent permis.

Art. 5. Notification du présent arrêté est faite le même jour au demandeur et au fonctionnaire délégué aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de suspension.

Art. 6. Si le fonctionnaire délégué n'a pas notifié au demandeur une décision motivée suspendant le présent permis, celui-ci est **exécutoire 20 jours** après sa réception (*application art. 157 CoBAT*).

Art. 7. Dès l'achèvement des actes et travaux autorisés par le présent permis et avant toute occupation, le titulaire du permis sollicite du Service d'incendie et d'aide médicale urgente (SIAMU) une visite de contrôle, sanctionnée par une attestation de (non-)conformité, à moins qu'il s'agisse d'actes et travaux qui en sont dispensés (art. 193 et 330 du COBAT).

Art. 8. Le présent permis est délivré sans préjudice du droit des tiers.

Art. 9. Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres dispositions légales ou réglementaires.

FONDEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE :

Vu le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ;

Vu l'article 123, 7° de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2019 réglant la forme ainsi que les procédés d'information et de mise à disposition des décisions prises en matière de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificat d'urbanisme par le collège des bourgmestre et échevins, le fonctionnaire délégué et le Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2002 relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la commission royale des monuments et des sites, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte et ses modifications ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 octobre 2018 et sa modification du 9 juillet 2019, déterminant les actes et travaux soumis à permis d'urbanisme dispensés de l'avis préalable, de la visite de contrôle et de l'attestation de conformité du Service incendie et d'aide médicale urgente et ses modifications ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2019 relatif aux enquêtes publiques en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme et d'environnement et ses modifications ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 25 avril 2019 et ses modifications ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2013 relatif aux charges d'urbanisme imposées à l'occasion de la délivrance des permis d'urbanisme ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 janvier 2004 relatif aux permis d'urbanisme à durée limitée ;

Vu le Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) ;

~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se situe le bien, un plan particulier d'affectation du sol en vigueur ;~~

~~Attendu qu'il existe pour le territoire où se situe le bien un plan particulier d'aménagement approuvé en application de l'arrêté loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation ou en application de l'article 17 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme ;~~

~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se situe le bien, un permis de lotir non périmé;~~

Vu le Règlement Régional d'Urbanisme (RRU) ;

Vu les règlements communaux d'urbanisme suivants :

- Règlement Communal d'Urbanisme sur la bâtisse et la voirie,
- Règlement Communal d'Urbanisme en matière de gestion des eaux pluviales.

INSTRUCTION DE LA DEMANDE ET MOTIVATION DE LA DECISION :

La décision est prise pour les motifs suivants :

Considérant que la demande a été introduite en date du 15/06/2023 ;

Considérant que l'accusé de réception complet de cette demande porte la date du ;

Vu l'enquête ouverte par le Collège des Bourgmestre et Echevins du au et qu'au terme de celle-ci, le procès-verbal constate : 0 réclamation(s)/observation(s);

Vu l'avis de la commission de concertation du 23/01/2024, à savoir :

Contexte

Considérant que le bien est sis au Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) approuvé par A.G. du 3 mai 2001 et ses amendements, en zone d'habitation ;

Considérant qu'un permis pour construire une maison avec un atelier arrière a été délivré le 18/09/1925, qu'un permis pour transformer les combles a été délivré le 14/06/1947 ;

Considérant que la situation légale du bien au regard des archives communales est un immeuble avant de 3 logements. et d'un immeuble en fond de parcelle destiné à une activité productive (atelier) ;

Objet de la demande

Considérant que la demande vise les actes et travaux suivants :

*augmenter le nombre de logements de 3 à 5,
rehausser l'immeuble à rue de 2 niveaux,
aménager dans cette extension un logement de type duplex,
réaliser pour ce logement des terrasses aux 3ème et 4ème étages,
modifier les 3 logements existants ;*

Considérant par ailleurs, que la demande vise la mise en conformité des actes et travaux suivants :

*la suppression de l'annexe servant de passage couvert vers l'atelier,
la modification d'un escalier existant et la construction d'un nouvel escalier intérieur dans le bâtiment arrière, en fond de parcelle, la fermeture d'une courette et l'aménagement d'une terrasse sur la couverture de celle-ci,
la modification de la façade à rue par le remplacement des châssis de fenêtre et des portes,
la modification et suppression de baies en façade arrière du bâtiment à rue au rez-de-chaussée et au 1^{er} étage,
la modification d'utilisation du bâtiment arrière, d'activité productive artisanale en activité productive de biens immatériels (atelier d'architecture) ;*

Instruction de la demande

Considérant que la demande est soumise aux mesures particulières de publicité pour les motifs suivants :

*modification de l'intérieur d'ilot (PRAS - Prescriptions générales, 0.6) pour la fermeture de la courette et la terrasse en fond de parcelle et pour les modifications apportées à la cour entre bâtiments,
modification des caractéristiques urbanistiques du bien (PRAS — Prescriptions particulières, 2.5.2) pour l'extension de l'immeuble à rue,
dérogation à l'Art. 4, Titre I du RRU pour la fermeture de la courette et la terrasse en fond de parcelle ;*

Considérant que la demande est soumise à l'avis du Fonctionnaire Délégué pour les dérogations au RRU, Titre I énoncées ci-avant, ainsi que pour les dérogations au RRU, Titre II suivantes :

*dérogation à l'Art. 8, Titre II du RRU pour le WC du logement au 2^{ème} étage,
dérogation à l'Art. 10, Titre II du RRU pour la chambre et le séjour/cuisine du logement au 2^{ème} étage, pour le studio
au 2^{ème} étage et pour la chambre du logement au 1^{er} étage ;*

Motivation

Considérant que la suppression de l'annexe servant de passage couvert entre le bâtiment à rue et l'atelier permet de libérer l'intérieur de l'ilot en y offrant des espaces plus qualitatifs ; que le nouvel aménagement de la cour, par la diversification des revêtements employés, tend à améliorer les qualités esthétiques de cet espace ; qu'il permet par ailleurs, une augmentation de la surface perméable, de pleine terre et plantée en intérieur d'ilot ; que cette mesure s'inscrit donc, dans les objectifs de la prescription générale 0.6 du PRAS ;

Considérant que la courette couverte en fond de parcelle est de faible superficie ; que sa fermeture n'a pas de réel impact en termes de portée d'ombres sur les propriétés voisines ; que cependant la terrasse développée sur cette couverture est aménagée contre la limite mitoyenne avec la propriété voisine, sise rue des Glands, 68/70 ; que cette situation engendre des vis-à-vis

intrusifs par rapport à la baie du bâtiment voisin ; que cependant sous réserve de l'obtention d'une servitude de vue vers le fond voisin, celle-ci-pourrait être acceptée ; que par ailleurs, cette terrasse ne s'avère pas nécessaire au développement de l'activité productive ; qu'au regard des éléments énoncés ci-avant, il y a lieu soit de la supprimer soit de fournir une servitude de vue vers la propriété voisine actée par notaire ;

Considérant donc, que la dérogation à l'Art. 4, titre I du RRU est partiellement accordée sous réserve du respect des conditions ;

Considérant que dans le bâtiment arrière l'escalier menant au sous-sol est modifié ; que l'escalier menant au 1er étage est démolit et reconstruit en partie arrière dudit bâtiment ; que ces modifications ont un impact négligeable sur le bâtiment et sur l'intérieur de l'ilot ; que ces deux escaliers peuvent être acceptés ;

Considérant que le projet prévoit la végétalisation de la partie non accessible sur la toiture du 4eme étage ; que cette initiative contribue à améliorer les qualités végétales en intérieur d'ilot et lutter contre le phénomène d'ilot de chaleur ;

Considérant que la façade à rue du bien se caractérise par son aspect architectural éclectique composé de briques rouges, de bandeaux de cimentages peints en blanc, d'un soubassement en pierre bleue, d'une toiture en brisis en ardoises de teinte naturelle, rythme par 4 lucarnes et de menuiseries moulurées de teinte blanche ; Que la façade existante se caractérise également par sa grande largeur relativement importante et sa composition classique et asymétrique ;

Considérant que la rehausse est conforme au Règlement Régional d'Urbanisme en termes de gabarit ; qu'elle est dès lors compréhensible au regard des gabarits voisins et n'engendre pas d'impact important en termes de perte de luminosité pour les parcelles voisines ;

Considérant que la rehausse de l'immeuble à rue modifie les caractéristiques urbanistiques et l'aspect architectural du bien ; que les demandeurs déclarent en séance leur volonté de rompre avec les caractéristiques du bâtiment existant et de son contexte ;

Considérant que la proposition de rehausse présente au dernier niveau une largeur moins importante que celle de la parcelle en mitoyenneté ; que cette mesure ne trouve de références dans aucune des constructions sur ce tronçon de la rue des Glands ; que le contexte urbain immédiat se caractérise par des constructions à rue se développant sur toute la largeur de la parcelle et cela à chaque niveau hors-sol ; que l'on ne retrouve pas non plus de rehausse dans le contexte immédiat ; que dans ce contexte certaines façades, dont celle du bien, sont couronnées de versants en brisis sur corniche correspondant à des toitures mansardées ou faussement mansardées ; qu'aucune rehausse au-delà du brisis n'a été réalisée ;

Considérant que le projet de rehausse tend à rompre avec les proportions de la façade composition horizontale classique - rez-de-chaussée avec soubassement, étages en brique et toiture brisis en ardoise ; que le contraste entre l'existant apparait peu affirmé ; qu'en effet, le matériau de finition choisi pour la nouvelle façade est une brique rouge s'apparentant à la brique existante aux étages ; que les châssis de la rehausse sont en bois teinte naturelle, les seuils en aluminium - sans précision de la teinte -, les corniches en zinc ton naturel et les garde-corps métallique - sans précision de la teinte ;

Que les matériaux de la façade au 4eme étage perpendiculaire à l'alignement ne sont pas détaillés ;

Qu'une descente d'eau en zinc ton naturel est prévue au niveau inférieur de la rehausse ; qu'elle est peu esthétique ;

Considérant que la rehausse en brique de deux niveaux sur la toiture en ardoise existante alourdit la perception du volume de l'extension sur un bâtiment existant de faible gabarit ;

Considérant que les ouvertures proposées en façade semblent dictées par l'aménagement intérieur de la rehausse et non par une logique de composition de façade ;

Considérant qu'une extension dont le parti architectural est en rupture avec son contexte urbain immédiat pourrait s'envisager pour autant que la demande permette le maintien et/ou la mise en valeur de ses qualités urbaines, architecturales et patrimoniales du bien existant et de son contexte ;

Considérant qu'en conclusion, la rehausse proposée ne s'inscrit pas suffisamment dans les objectifs de la prescription particulière 2.5.2° du PRAS ; qu'il convient dès lors de revoir la proposition de rehausse ;

Considérant que les portes et les châssis de fenêtres du bien existant au rez-de-chaussée ont été modérées ; que ces modifications apparaissent regrettables au niveau du rez-de-chaussée en ce que le dessin d'origine n'a pas été respecté ; que cela nuit aux qualités esthétiques et patrimoniales de l'immeuble ; qu'il y a lieu, lors du prochain remplacement de ces éléments de replacer des portes et châssis au niveau de rez-de-chaussée respectant le dessin d'origine ;

Considérant que cote cour, il est prévu, pour la façade arrière, un enduit ton clair et des châssis en bois ; que cette proposition s'insère convenablement parmi les finitions existantes du contexte en intérieur d'ilot ;

Considérant que la proposition de terrasses accessibles depuis le logement au niveau de la rehausse, peuvent s'envisager pour autant que celles-ci n'engendrent pas de vues intrusives vers

les propriétés voisines ;

Considérant que la végétalisation des toitures plates est fortement recommandée ; que cette mesure permet d'améliorer le confort thermique des logements, participe à la diminution de l'effet d'îlot de chaleur et à une meilleure gestion des eaux de pluie ;

Considérant qu'en situation de droit, le rez-de-chaussée s'apparentait à un logement de type conciergerie et un espace bureau associés à l'activité productive en fond de parcelle ; que les caractéristiques de l'espace et les faibles vis-à-vis par rapport à l'espace public permettent d'envisager l'aménagement d'un logement sur la partie gauche du rez-de-chaussée ; que l'aménagement sur la partie droite d'un atelier apparaît également compatible avec l'activité présente en intérieur d'îlot ;

Considérant cependant au regard de la proximité de ces activités et de ce logement celui-ci ne peut être considéré que comme logement attaché à l'activité proposée ceci afin de garantir la compatibilité des fonctions ; Que le logement ne peut dès lors être dissocié de l'activité productive ; qu'il y a lieu d'adapter la demande en ce sens ;

Considérant que les utilisations sont peu précisées en plan ; que le demandeur déclare en séance que les activités proposées sont un bureau d'architecture à l'arrière et un atelier d'artiste à l'avant ; que cette mise en conformité de l'activité productive est assimilée plutôt à une activité productive de biens immatériels ; qu'elle semble compatible avec le cadre urbain environnant ; Qu'il y a lieu de préciser les plans et corriger le formulaire de demande en ce sens ;

Considérant que la chambre 1 au 1^o étage ne bénéficie pas de lumière naturelle suffisante ; qu'une baie en façade arrière y donnant a été supprimée sans permis ; qu'il y a lieu de la recréer afin d'améliorer l'apport de lumière naturelle dans cette pièce ; qu'à cette condition la dérogation à l'article 10, Titre II du RRU pour cette chambre pourrait être accordée ;

Considérant que la dérogation à l'article 10, Titre II du RRU pour la chambre 1 au 2^{ème} étage peut être accordée étant donné qu'une partie de cette chambre est aménagée en dressing ; que ce type d'espace ne nécessite pas un apport d'éclairage naturel indispensable ;

Considérant que le séjour de cet appartement au 2^{ème} étage est éclairé par deux fenêtres en façade avant ne pouvant pas être modifiées compte tenu qu'elles assurent la qualité architecturale de la composition de cette façade ; que par ailleurs, le séjour bénéficie d'un apport de lumière naturelle convenable ; que de ce qui en découle la dérogation l'article 10, Titre II du RRU pour le séjour peut être accordée ;

Considérant que dans ce même appartement le WC déroge à l'article 8 Titre II du RRU ; que la dérogation n'apparaît pas justifiée ; qu'il y a lieu dès lors, d'installer une porte séparant le séjour/cuisine et le couloir d'accès vers les WC ;

Considérant que le studio au 2^{ème} étage déroge aux normes d'éclairage naturel ; que la dérogation à l'article 10 Titre II du RRU peut être accordée étant donné que le studio est traversant et que la dérogation est relativement peu importante ;

Considérant qu'au regard de l'augmentation du nombre de logements, il y a lieu d'améliorer la conformité de l'immeuble aux articles 3, 16, 17 et 18 du Titre II du RRU ;

Considérant que l'immeuble comporte un niveau en cave destiné aux locaux communs et de rangements ; que ce local est difficile d'accès ; qu'il convient de revoir son emplacement et sa capacité au regard de l'augmentation du nombre de logement ; qu'il convient aussi d'équiper ce local avec un système d'accrochage vélos performant ;

Considérant que le Plan de Gestion de l'Eau et le Règlement Communal d'Urbanisme (RCU) relatif à la gestion des eaux pluviales encouragent à tendre à une meilleure gestion des eaux pluviales à la parcelle ;

Considérant qu'il faut réduire les volumes d'eaux pluviales qui sortent de la parcelle et restituer autant que possible l'eau au milieu naturel par dispersion, infiltration et évapotranspiration ; Considérant que la demande modifie la gestion des eaux pluviales par la création de nouvelles surfaces de récolte ;

Considérant qu'une citerne de récolte est prévue sur la toiture du bâtiment avant ; qu'elle n'est pas suffisante ; qu'une citerne apparaît dans les plans d'archives ; qu'une note explicative sur la gestion de l'eau a été fournie ; que cependant elle ne mentionne pas l'existence de cette citerne ;

Considérant que les dispositifs de temporisation végétalisés sont fortement recommandés ;

Considérant qu'au regard des éléments ci-avant, il y a lieu de revoir la proposition de gestion des eaux pluviales dans le respect du RCU en la matière ;

Considérant que les populations d'oiseaux nichant sur le bâti (cavités), typiques de la zone grise de la Région Bruxelloise, sont en fort déclin ;

Considérant que la création nouvelles parois en hauteur serait une bonne occasion pour implanter des nichoirs et de promouvoir la biodiversité au sein de la parcelle ;

Considérant que le demandeur prévoit l'installation d'une pompe à chaleur sur la toiture de l'immeuble ; que le risque de nuisances sonores en fonction de sa proximité par rapport aux limites mitoyennes peut s'avérer important ; qu'il convient de préciser les plans de la situation projetée, en indiquant emplacement de la pompe à chaleur ; qu'une note technique doit accompagner la demande, visant à confirmer que cette installation respecte son contexte urbain

immédiat ;

S/AMU

Vu l'avis favorable du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale (SIAMU).

AVIS Favorable sous condition (unanime) :

- *Supprimer la terrasse sur la couverture de la courette en fond de parcelle ou obtenir une servitude de vue actée depuis celle-ci vers la parcelle voisine ;*
- *Revoir la rehausse en tenant compte des observations émises dans le présent avis ;*
- *Envisager la végétalisation des toitures plates ;*
- *Recréer une ouverture en façade arrière au 1^{er} étage du bâtiment avant conformément à la façade d'origine ;*
- *Installer une porte séparant le séjour/cuisine et le couloir d'accès vers les WC ;*
- *Prévoir un local vélo facile d'accès, de dimension adaptée et équipé d'un système accrochage performant ;*
- *Revoir la proposition de gestion des eaux pluviales dans le respect du RCU en la matière ;*
- *Préciser l'emplacement de la pompe à chaleur prévue sur toiture et accompagner cette correction avec une note technique*
- *Prévoir des nichoirs sur les nouvelles façades de la rehausse ;*
- *Respecter et appliquer les remarques ainsi que les réglementations générales émises dans l'avis du Service Incendie et d'Aide Médical Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.*

La dérogation à l'Art. 4, Titre I du RRU pour la fermeture de la petite cour en fond de parcelle est accordée sous condition de supprimer la terrasse construite sur cette couverture ou acter une servitude de vue vers la parcelle voisine.

La dérogation à l'Art. 8, Titre II du RRU pour le WC du logement au 2^{ème} étage est refusée.

La dérogation à l'Art. 10, Titre II du RRU pour la chambre et le séjour/cuisine du logement au 2^{ème} étage est accordée.

La dérogation à l'Art. 10, Titre II du RRU pour le studio au 2^{ème} étage est accordée.

La dérogation à l'Art. 10 Titre II du RRU pour la chambre du logement au 1^{er} étage est refusée.

Considérant qu'en vertu de l'article 126 § 7 du COBAT, l'avis favorable unanime de la Commission de concertation rendu en présence du représentant de l'administration de l'urbanisme tient lieu d'avis conforme du fonctionnaire délégué et/ou de décision sur les dérogations du fonctionnaire délégué ;

~~Considérant qu'en vertu de l'article 126 § 9 du CoBAT, l'avis de la commission de concertation n'étant pas unanime, le fonctionnaire délégué ne s'étant pas saisi du dossier dans le délai impartis, l'avis de la commission tient lieu dès lors d'avis conforme du fonctionnaire délégué et/ou de décision sur les dérogations du fonctionnaire délégué ;~~

~~Vu l'avis du Fonctionnaire délégué libellé comme suit :~~

~~Considérant que le fonctionnaire délégué n'a pas émis son avis conforme et/ou sa décision sur les dérogations dans les délais prescrits ; que cet avis est réputé favorable à l'exclusion des dérogations ;~~

~~Considérant que les actes ou travaux faisant l'objet de la demande, étant de minime importance, sont dispensés de l'avis conforme du fonctionnaire délégué ;~~

Vu l'avis de la commission de concertation ;

Considérant que le Collège se réfère expressément à l'avis de la commission de concertation ;

Considérant que le demandeur a sollicité, d'initiative, la modification de sa demande par application de l'Article 126/1 du CoBAT ;

Considérant que la demande vise désormais à

- dans le bâtiment avant, modifier les logements existants aux étages et aménager au rez-de-chaussée un studio, modifier le volume (toiture et façade arrière, lucarne et terrasses),
- démolir une annexe,
- dans l'immeuble arrière : modifier l'aménagement intérieur, aménager une terrasse sur la courette, modifier l'utilisation du bâtiment arrière d'activité productive artisanale en activité productive de bien immatériels (atelier d'architecture et d'artiste),
- remplacer les châssis de fenêtre et des portes en façade à rue ;

Considérant que les plans modificatifs sont accessoires, visent à répondre aux objections suscitées par le projet initial et visent à supprimer les dérogations qu'impliquait le projet initial ;

Considérant que la terrasse en fond de parcelle est remplacée par une toiture verte en l'absence de servitude

de vue depuis la terrasse ; qu'en cas d'obtention d'une servitude de vue, la terrasse pourra être utilisée sans aucune construction en mitoyenneté ; que cette proposition apparait acceptable ; que cette proposition répond à la condition y relative émise par la commission de concertation ;

Considérant que la rehausse de 2 niveaux de l'immeuble a été supprimée ;

Considérant que la hauteur de faite est rehaussée ; que cette rehausse est proposée dans le respect du Règlement Régional d'Urbanisme ; que le revêtement de toiture existants est maintenu ; que cette rehausse s'intègre au cadre urbain environnant et est relativement discrète ;

Considérant que la lucarne proposée s'intègre à l'architecture de l'immeuble en s'implantant dans l'axe de l'une des travées principales de la façade et son traitement architectural s'intègre harmonieusement aux matériaux existants de la façade en bois peint blanc ; que de plus la lucarne s'intègre au cadre urbain environnant ; qu'en effet ce type de lucarne est présent dans le contexte proche de l'immeuble ; qu'elle est de dimension conforme au Règlement Régional d'Urbanisme ;

Considérant que la rehausse étant supprimée la végétalisation des toitures plates n'a plus lieu d'être pour le bâtiment à rue ; que les toitures arrière non aménagées sont végétalisées de manière semi-intensive au 3^{ème} étage ; que les terrasses proposées sont conformes au Règlement Régional d'Urbanisme et n'offrent pas de vues intrusives vers les propriétés voisines notamment de part leur implantation conforme au Code Civil en matière de vues ; qu'elles permettent d'améliorer les logements en leur offrant un espace extérieur privatif ;

Considérant que la façade arrière ne prévoit pas de nouvelle ouverture au 1^{er} étage, le demandeur signalant que cela engendrerait des travaux trop importants ; que cependant le logement est réaménagé afin de supprimer la dérogation au Règlement Régional d'Urbanisme ayant abouti à cette condition ; que cette mesure répond au bon aménagement des lieux et rend inutile la réouverture en façade au 1^{er} étage ;

Considérant qu'une porte séparant le séjour/cuisine et le couloir d'accès vers les wc a été ajoutée comme demandé par la commission de concertation ;

Considérant que le local vélo a été agrandi par rapport à la version initiale et qu'un système d'accrochage y est prévu ; qu'un autre local vélos/poussettes est également aménagé au sous-sol ; que le garage voiture est maintenu ; que ces propositions apparaissent conformes au bon aménagement des lieux ;

Considérant que le sous-sol comporte 3 caves privatives pour 4 logements ; que des débarras sont prévus aux étages ; que l'immeuble comporte de plus une buanderie et un wc commun ainsi que des caves pour l'activité productive ; que les espaces communs et de rangements sont prévu en suffisance ;

Considérant que les plans précisent que l'activité exercée est bien une activité productive de biens immatériels (bureau d'architecture et atelier d'artiste) ; qu'il y a lieu de rappeler que le studio du rez-de-chaussée doit rester accessoire à l'activité productive compte tenu des éléments déjà évoqué par la commission de concertation ;

Considérant qu'au regard de l'absence de rehausse de l'immeuble le projet prévoit le maintien de la citerne, ne prévoit plus de placement de pompe à chaleur et ne prévoit pas de nichoirs intégrés ; que ces modifications apparaissent justifiées compte tenu de la modification du projet ;

Vu l'avis favorable du Service Incendie et d'Aide Médical Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale sur la demande modifiée ;

Considérant qu'en conclusion la demande répond aux objections de la commission de concertation ;

Considérant qu'au regard de tous ces éléments la demande répond au bon aménagement des lieux.

Architecte-Responsable du service

Le demandeur peut introduire un recours au Gouvernement dans les trente jours de la réception de la présente décision du Collège des Bourgmestre et Echevins. Ce recours est adressé au Gouvernement par la voie électronique (beroep-recours@gov.brussels) ou par lettre recommandée à la poste.

ANNEXE 1 AU PERMIS D'URBANISME

INDICATIONS PARTICULIERES A RESPECTER POUR LA MISE EN OEUVRE DU PERMIS

* *

*

- 1°) se conformer en tous points aux prescriptions du règlement sur les bâtisses et la voirie, du Règlement Communal d'Urbanisme en matière de gestion des eaux pluviales, à celles du règlement sur les trottoirs, ainsi qu'au règlement général de police ;
- 2°) déclarer conformément à l'articles 473 du code des impôts, sous peine d'une amende, à l'administration du cadastre, la date de la première occupation ou de la mise en usage des locaux transformés ;
- 3°) ne pas se prévaloir du présent permis pour faire exécuter d'autres ouvrages et se conformer en tous points aux plans approuvés ;
- 4°) conserver sur le chantier, pendant toute la durée des travaux, un exemplaire des plans portant le visa approuvé de l'Administration communale et présenter celui-ci à chaque demande des agents de l'Administration ;
- 5°) dès que les travaux sont terminés, et **avant l'utilisation des lieux**, informer le Service des Urbanisme Environnement de la Commune, afin que celui-ci puisse examiner si les plans ont été respectés ;
- 6°) rester responsable envers les tiers des pertes ou dommages qu'ils pourraient essuyer à l'occasion des constructions faisant l'objet du présent permis ;
- 7°) Avant le commencement des travaux et pour toute nouvelle construction, fournir un état des lieux de la voirie au droit du bâtiment au service Espace Publique-Voirie.

EXTRAITS DE DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

La législation peut faire l'objet de modifications. Toute la législation urbanistique actualisée est disponible sur le site régional de l'urbanisme <http://urbanisme.irisnet.be/>.

Décision du collège des bourgmestre et échevins

Article 126, § 4 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le Gouvernement peut, après avoir recueilli l'avis des administrations et instances concernées, arrêter la liste des actes et travaux qui sont dispensés de tout ou partie des avis d'administrations ou d'instances requis en application du présent article, en raison de leur minime importance ou de l'absence de pertinence des avis visés pour les actes et travaux considérés.

Article 126, § 7 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Lorsque l'avis de la commission de concertation est unanimement favorable et rendu en présence d'un représentant de l'Administration en charge de l'Urbanisme, la commission de concertation, dans son avis, accorde, le cas échéant, les dérogations visées au § 11.

Le collège des bourgmestre et échevins délivre ensuite le permis, sur la base de l'avis conforme de la commission de concertation. Le permis reproduit le dispositif de l'avis de la commission de concertation.

Article 126, § 8 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Lorsque l'avis de la commission de concertation est unanimement défavorable et rendu en présence d'un représentant de l'Administration en charge de l'Urbanisme, le collège des bourgmestre et échevins refuse le permis. La décision de refus reproduit le dispositif de l'avis de la commission de concertation.

Article 126 § 9 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Sous réserve du § 4, lorsqu'il n'existe pas, pour le territoire où se situe le bien, de plan particulier d'affectation du sol en vigueur ou de permis de lotir non périmé, la demande est soumise à l'avis du fonctionnaire délégué.

La commune transmet au fonctionnaire délégué, par recommandé ou par porteur, l'ensemble des documents déterminés par le Gouvernement et informe le demandeur de cette transmission dans le délai suivant :

- lorsque la demande n'est pas soumise aux mesures particulières de publicité : simultanément à l'envoi de l'accusé de réception de dossier complet ;

- lorsque la demande est soumise aux mesures particulières de publicité : dans les dix jours de l'avis de la commission de concertation ou dans les dix jours de l'expiration du délai imparti à la commission de concertation pour émettre son avis ou, lorsque cet avis n'est pas requis, dans les dix jours de la clôture de l'enquête publique.

Le délai imparti au fonctionnaire délégué pour envoyer son avis au collège des bourgmestre et échevins est de quarante-cinq jours à compter de la réception des documents visés à l'alinéa précédent. À défaut, la procédure est poursuivie sans qu'il doive être tenu compte d'un avis transmis au-delà de ce délai. Si l'avis du fonctionnaire délégué est notifié dans le délai, le Collège des bourgmestre et échevins ne peut délivrer le permis que de l'avis conforme du fonctionnaire délégué, le permis devant reproduire le dispositif de l'avis du fonctionnaire délégué.

En dérogation à l'alinéa précédent, lorsque la demande est soumise à l'avis de la commission de concertation et que celle-ci a émis un avis favorable qui ne répond pas aux exigences du § 7, le fonctionnaire délégué est présumé favorable à la demande si, dans les huit jours de la réception des documents visés à l'alinéa 2, il n'a pas envoyé au collège des bourgmestre et échevins sa décision d'émettre son avis motivé dans le délai prévu à l'alinéa précédent.

Article 126 § 10 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Lorsque celles-ci ne sont pas accordées par la commission de concertation, les dérogations visées au § 11 sont accordées par le fonctionnaire délégué.

Le fonctionnaire délégué se prononce sur les dérogations dans les mêmes conditions et dans le même délai que ceux visés au § 9. À défaut, de décision rendue dans le délai imparti, les dérogations sont réputées refusées.

Article 325, § 1er, du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Les plans particuliers d'aménagement approuvés sous l'empire de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation et de la loi du 29 mars 1962 restent en vigueur. Ils sont dénommés "plans particuliers d'affectation du sol". Il peut y être dérogé aux mêmes conditions que celles prévues par le présent Code pour les plans particuliers d'affectation du sol.

Toutefois, l'article 126, § 9, est d'application à la procédure de délivrance des permis et certificats dans le périmètre des plans particuliers d'aménagement, approuvés en application de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation ou de l'article 17 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Exécution du permis

Article 157 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le permis délivré en application de l'article 156 est exécutoire si, dans les vingt jours à compter de sa notification, le fonctionnaire délégué n'a pas notifié au demandeur une décision motivée suspendant le permis.

Le délai visé à l'alinéa 1er prend cours à compter de la date de la levée de la suspension visée à l'article 101, § 7.

Le permis doit reproduire le texte de l'alinéa premier.

Modalités de publicité

Article 194/2 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Un avis indiquant que le permis a été délivré doit être affiché sur le terrain par les soins du demandeur, soit, lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit, dans les autres cas, dès les préparatifs de l'acte ou des actes et tout au long de l'accomplissement de ceux-ci.

Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par l'administration communale ou par le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 301, à l'endroit où les travaux sont exécutés et le ou les actes sont accomplis.

Le titulaire du permis doit avertir par lettre recommandée le collègue des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes autorisés ainsi que de l'affichage visé à l'alinéa 1er, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution du présent article.

Articles 2 à 6 et annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 septembre 2011 relatif à l'affichage et à l'avertissement prescrits pour les actes et travaux autorisés en matière d'urbanisme :

OBLIGATION D'AFFICHAGE

Art. 2. L'avis requis par l'article 194/2, alinéa 1er, du CoBAT est conforme au modèle d'affiche figurant à l'annexe au présent arrêté.

Art. 3. L'avis mentionne le nom de la commune concernée, le type de permis délivré, la date de délivrance du permis et celle de son éventuelle prorogation ou reconduction, l'autorité délivrante, l'objet du permis, la durée prévue du chantier, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone auquel il est possible d'atteindre l'entrepreneur ou le responsable du chantier, ainsi que les horaires du chantier.

Art. 4. L'avis est affiché au moins huit jours avant l'ouverture du chantier ou avant de poser les actes pour lesquels le permis a été délivré.

Art. 5. § 1er. L'affiche est imprimée en noir sur papier blanc de format DIN A3. Elle est disposée de façon à pouvoir être lue aisément, à la limite du bien et de la voie publique contiguë, parallèlement à celle-ci et à une hauteur de 1,50 mètre, au besoin sur une palissade ou sur un panneau sur piquet. Elle est maintenue en parfait état de visibilité et de lisibilité durant toute la durée de l'affichage.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'un permis d'urbanisme relatif à des travaux d'infrastructure, l'avis doit être affiché de la même manière à deux endroits au moins sur la section de l'infrastructure concernée.

Si les actes et travaux portent sur une section de plus de 100 mètres de long ou sur plusieurs sections différentes, cet affichage est requis, selon le cas, tous les 100 mètres ou sur chacune des sections.

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'actes ou de travaux portant sur une superficie de plancher de plus de 1 000 m², les mentions reprises dans l'annexe doivent, en outre, être reproduites en grands caractères sur un panneau d'au moins 4 m².

OBLIGATION D'AVERTISSEMENT

Art. 6. Dans l'avertissement visé à l'article 194/2, alinéa 3, du CoBAT, le titulaire du permis mentionne les informations suivantes :

1° les références du permis : références du dossier, adresse du bien, date de délivrance du permis, autorité ayant délivré le permis;

2° son nom ou sa raison sociale;

3° la date de commencement des actes ou travaux;

4° la date d'affichage de l'avis indiquant que le permis a été délivré;

5° le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'entrepreneur ou du responsable du chantier.

NB : un modèle informatique de l'avis d'affichage et de l'avertissement - à compléter et imprimer- sont disponibles sur le site régional de l'urbanisme : <http://urbanisme.irisnet.be/lepermisdurbanisme/apres-le-permis/avertissement-du-debut-des-travaux>.

Article 192, alinéa 4 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Lorsque le permis est délivré afin de faire cesser une des infractions visées à l'article 300, il fixe le délai endéans lequel les travaux nécessaires à la cessation de l'infraction doivent être entamés ainsi que le délai endéans lequel ces travaux doivent être achevés.

Modification du permis d'urbanisme

Article 102/1 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§1^{er}. Conformément aux dispositions du présent Titre, sous réserve des dispositions du présent article, le titulaire d'un permis d'urbanisme peut solliciter la modification de ce permis aux conditions suivantes :

1° les modifications demandées ne peuvent pas porter sur des travaux déjà réalisés;

2° la modification ne porte que sur les droits issus du permis qui n'ont pas encore été mis en œuvre;

3° tous les recours administratifs ouverts à son encontre par le présent Code ou les délais pour les intenter sont épuisés.

§ 2. La demande de modification est introduite auprès de l'autorité ayant délivré le permis d'urbanisme initial, sauf dans les hypothèses suivantes :

- Lorsque l'une des hypothèses visées à l'article 123/2 est rencontrée ;

- Lorsque le permis d'urbanisme initial a été délivré sur recours par le Gouvernement, la demande de modification est introduite

auprès du fonctionnaire délégué.

§ 3. Lorsqu'elle accorde la modification du permis, l'autorité ne peut porter atteinte aux éléments du permis d'urbanisme qui ne sont pas modifiés par la demande.

§ 4. L'introduction d'une demande de modification n'emporte pas renonciation au bénéfice du permis d'urbanisme dont la modification est demandée.

La modification du permis d'urbanisme n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisme dont la modification est demandée.

§ 5. Le Gouvernement arrête la composition obligatoire du dossier de modification du permis d'urbanisme.

Péremption et prorogation

Article 101 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§ 1^{er}. Sous réserve des hypothèses visées au § 3, le permis est périmé si, dans les trois années de sa délivrance, le titulaire n'a pas entamé sa réalisation de façon significative ou, dans les cas visés à l'article 98, § 1^{er}, 1^o, 2^o et 4^o, s'il n'a pas commencé les travaux d'édification du gros-œuvre ou encore s'il n'a pas, le cas échéant, mis en œuvre les charges imposées en application de l'article 100.

L'interruption des travaux pendant plus d'un an entraîne également la péremption du permis. Dans cette hypothèse, la péremption affecte :

- la partie non réalisée du permis, si la partie réalisée peut être considérée, au sein de celui-ci, comme un élément autonome, apprécié et autorisé comme tel par l'autorité délivrante ;

- l'entièreté du permis, dans le cas contraire.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

§ 2. A la demande du titulaire du permis, les délais visés au § 1^{er} peuvent être prorogés par période d'un an, lorsque le demandeur justifie soit qu'il n'a pu mettre en œuvre son permis soit qu'il a dû interrompre ses travaux en raison de la survenance d'un cas de force majeure ou de la nécessité de conclure un ou plusieurs marché(s) public(s).

La demande de prorogation doit intervenir, à peine de forclusion, deux mois au moins avant l'écoulement du délai de péremption.

Le collège des bourgmestre et échevins se prononce sur la demande de prorogation lorsque le permis a été délivré par celui-ci. Dans les autres cas, le fonctionnaire délégué se prononce sur la demande de prorogation.

A défaut de décision de l'autorité compétente au terme du délai de péremption, la prorogation demandée est réputée accordée.

La décision de refus de prorogation ne peut pas faire l'objet d'un recours au Gouvernement.

§ 3. En dérogation au § 1^{er}, pour les permis portant sur des zones d'espaces verts ou visés à l'article 123/2, § 1^{er}, 1^o à 3^o, qui autorisent des actes et travaux récurrents ou s'inscrivant dans un programme de gestion de l'ensemble du bien concerné, le délai de péremption peut être fixé à dix ans pour les actes et travaux concernés. Dans cette hypothèse, l'interruption des actes et travaux pendant plus d'un an n'entraîne pas la péremption du permis et § 2 n'est pas applicable.

§ 4. Dans tous les cas où, en application du présent Code, le permis d'urbanisme est suspendu, le délai de péremption est lui-même suspendu, et ce pour toute la durée de suspension du permis.

§ 5. Au cas où des actes ou travaux de dépollution du sol doivent être exécutés avant la mise en œuvre d'un permis d'urbanisme, le permis et son délai de péremption sont suspendus de plein droit jusqu'à la constatation par l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement de la bonne exécution de ces actes ou travaux préalables.

§ 6. Lorsqu'un recours en annulation est introduit à l'encontre d'un permis d'urbanisme devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat, le délai de péremption du permis est suspendu de plein droit de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale. Si le titulaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie à la procédure, l'autorité qui a délivré le permis notifie au titulaire la fin de la période de suspension du délai de péremption.

Le délai de péremption du permis d'urbanisme est également suspendu de plein droit lorsqu'une demande d'interruption des actes et travaux autorisés par ce permis est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire, de la signification de l'acte introductif d'instance à la notification de la décision.

§ 7. En cas de projet mixte au sens de l'article 176/1, le permis d'urbanisme et son délai de péremption sont suspendus tant que le permis d'environnement définitif n'a pas été obtenu.

Le refus définitif du permis d'environnement emporte caducité de plein droit du permis d'urbanisme.

Pour l'application du présent Code, une décision est définitive lorsque tous les recours administratifs ouverts contre cette décision par le présent Code ou par l'ordonnance relative aux permis d'environnement, ou les délais pour les intenter, sont épuisés.

Lorsqu'un recours en annulation est introduit à l'encontre du permis d'environnement devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat, le délai de péremption du permis d'urbanisme est suspendu de plein droit de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale. Si le titulaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie à la procédure, l'autorité qui a délivré le permis notifie au titulaire la fin de la période de suspension du délai de péremption.

Le délai de péremption du permis d'urbanisme est également suspendu de plein droit lorsqu'une demande d'interdiction de mise en œuvre du permis d'environnement est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire, de la signification de l'acte introductif d'instance à la notification de la décision.

§ 8. La présente disposition n'est pas applicable aux permis d'urbanisme si et dans la mesure où ils autorisent des actes et travaux visant à mettre fin à une infraction visée à l'article 300.

Article 101/1 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Par dérogation à l'article 101, lorsque l'exécution d'actes et travaux ainsi que, le cas échéant, de charges d'urbanisme est prévue par phases, conformément à l'article 192, le permis détermine, pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption visé à l'article 101, § 1^{er}. Le laps de temps séparant le point de départ de deux phases successives ne peut pas excéder trois ans.

Le délai de péremption relatif à chaque phase peut faire l'objet d'une prorogation selon les modalités reprises à l'article 101, § 2.

Article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1992 relatif à la péremption et à la prorogation des permis d'urbanisme :

La demande de prorogation est adressée, par envoi recommandé à la poste, au collège des bourgmestre et échevins qui a délivré le permis ou au fonctionnaire délégué lorsque le permis a été délivré par une autre autorité que le collège des bourgmestre et échevins.

Suspension et annulation

Article 161, du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§ 1^{er}. Le Gouvernement détermine les documents que le collège des bourgmestre et échevins joint à l'expédition de la décision délivrant le permis qu'il notifie au fonctionnaire délégué.

Le fonctionnaire délégué vérifie la conformité du permis à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, aux conditions de l'arrêté du Gouvernement de refus d'ouverture de procédure de classement portant sur le bien qui fait l'objet du permis.

Dans le délai visé à l'article 157, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le fonctionnaire délégué, en cas de non-conformité, suspend la décision du collège des bourgmestre et échevins et notifie sa décision de suspension au collège des bourgmestre et échevins, au titulaire du permis et au

Collège d'urbanisme. Cette décision de suspension du permis est motivée.

§2. Le fonctionnaire délégué peut suspendre le permis lorsqu'il estime que les travaux autorisés par ce permis sont de nature à compromettre le bon aménagement des lieux, dès que le Gouvernement a décidé l'adoption ou la modification du plan régional d'affectation du sol ou d'un plan d'aménagement directeur.

Article 162 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire:

Dans les soixante jours de la notification de la suspension visée à l'article 161, le Gouvernement, sur avis du Collège d'urbanisme, annule le permis s'il y a lieu et notifie sa décision simultanément au collège des bourgmestre et échevins et au demandeur.

Le collège des bourgmestre et échevins ou son délégué et le titulaire du permis ou son conseil, sont, à leur demande, entendus par le Collège d'urbanisme. Lorsqu'une partie demande à être entendue, l'autre partie et le fonctionnaire délégué sont invités à comparaître. L'administration en charge de l'urbanisme et le Gouvernement ou la personne qu'il délègue peuvent assister à l'audition devant le Collège d'urbanisme. Dans ce cas, le délai est prolongé de quinze jours.

A défaut de la notification de l'annulation dans les délais précités, la suspension est levée. Le permis reproduit le texte de l'article 161, et les alinéas premier et deuxième du présent article.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution du présent article.

Recours au Gouvernement

Article 188/1 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le demandeur peut introduire un recours au Gouvernement à l'encontre :

- de la décision du collège des bourgmestre et échevins ou du fonctionnaire délégué, dans les trente jours de la réception de celle-ci ;
- de la décision implicite de refus de sa demande, dans les trente jours de l'expiration du délai imparti au fonctionnaire délégué pour statuer sur celle-ci.

Lorsque la commune n'est ni la demanderesse de permis, ni l'autorité initialement compétente pour délivrer celui-ci, le Collège des bourgmestre et échevins peut introduire un recours au Gouvernement à l'encontre de la décision du fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de celle-ci. Ce recours, de même que le délai pour le former, est suspensif. Sous peine d'irrecevabilité, il est adressé en même temps au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Le recours est adressé au Gouvernement, qui en transmet copie, dès réception, au Collège d'urbanisme et à l'autorité dont la décision, expresse ou implicite, est contestée.

Le Collège d'urbanisme procède à une audition lorsque celle-ci est demandée. Cette demande est formulée dans le recours ou, s'agissant de l'autorité dont la décision, expresse ou implicite, est contestée, dans les cinq jours de la notification du recours par le Gouvernement. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître. L'administration en charge de l'urbanisme et le Gouvernement ou la personne qu'il délègue peuvent assister à l'audition devant le Collège d'urbanisme.

Le Gouvernement arrête les modalités d'introduction du recours et d'organisation de l'audition.

Article 2 de l'arrêté relatif à l'introduction des recours exercés devant le Gouvernement contre les décisions prises en matière de permis de lotir, de permis d'urbanisme et de certificats d'urbanisme et organisant l'audition prévue dans le cadre de ces recours :

Sous réserve de ce que prévoit l'article 188/1, alinéa 2, du CoBAT pour les recours introduits par le Collège des bourgmestre et échevins, l'introduction d'un recours au Gouvernement peut se faire par la voie électronique (beroep-recours@gov.brussels) ou par envoi d'une lettre recommandée à la poste.

Article 188/2 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Sans préjudice de l'alinéa 2, le Collège d'urbanisme notifie son avis aux parties et au Gouvernement dans les septante-cinq jours de la date d'envoi du recours.

Le délai visé à l'alinéa 1er est prolongé comme suit lorsque le Collège d'urbanisme constate que la demande doit être soumise aux actes d'instruction suivants :

- 1° trente jours lorsque la demande est soumise à l'avis d'administrations ou d'instances ;
- 2° quarante-cinq jours lorsque la demande est soumise à une enquête publique ;
- 3° quarante-cinq jours lorsque l'enquête publique est organisée partiellement durant les vacances d'été ;
- 4° quarante-cinq jours lorsque la demande est soumise à l'avis de la commission de concertation ;

Dans ces hypothèses, le Collège d'urbanisme informe les parties et le Gouvernement des mesures sollicitées et de la durée de la prolongation des délais.

A défaut d'avis émis dans le délai imparti, la procédure est poursuivie sans qu'il doive être tenu compte d'un avis émis hors délai.

Article 188/3 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le Gouvernement notifie sa décision aux parties dans les soixante jours :

- de la notification de l'avis du Collège d'urbanisme ;
- ou, à défaut d'avis rendu dans le délai imparti, de l'expiration de ce délai.

A défaut de notification de la décision dans le délai prévu à l'alinéa 1er, chacune des parties peut, par lettre recommandée, adresser un rappel au Gouvernement. Lorsque ce rappel est envoyé par le Collège des bourgmestre et échevins, celui-ci en adresse simultanément une copie au demandeur en permis par lettre recommandée. A défaut, la lettre de rappel ne porte pas d'effets.

Si, à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours à compter de l'envoi du rappel, le Gouvernement n'a pas envoyé sa décision aux parties, l'avis du Collège d'urbanisme tient lieu de décision. A défaut d'avis du Collège d'urbanisme, la décision qui a fait l'objet du recours est confirmée.

Article 188/4 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§ 1er. Préalablement à la décision du Gouvernement, le demandeur peut modifier sa demande de permis.

Toutefois, lorsque la demande de permis est soumise aux mesures particulières de publicité en application de l'article 188/2, la demande ne peut être modifiée entre la date d'introduction du recours et la fin des mesures particulières de publicité ou l'échéance du délai de leur réalisation visé à l'article 188/8 ou 188/9.

§ 2. Le demandeur avertit le Gouvernement par lettre recommandée de son intention de modifier sa demande de permis. Le délai visé à l'article 188/3 est suspendu à dater de l'envoi de la lettre recommandée.

§3. Dans un délai de 6 mois à compter de la notification adressée au Gouvernement, les modifications sont introduites par le demandeur. Passé ce délai, la demande de permis est caduque.

§ 4. Dans les trente jours de la réception de la demande modifiée, le Gouvernement vérifie si le dossier est complet et si la demande modifiée doit à nouveau être soumise à des actes d'instruction eu égard aux conditions visées au § 5, et adresse au demandeur, par lettre recommandée, un accusé de réception si le dossier est complet. Dans le cas contraire, il l'informe, dans les mêmes conditions, que son dossier n'est pas complet en indiquant les documents ou renseignements manquants ; le Gouvernement délivre l'accusé de réception dans les trente jours de la réception de ces documents ou renseignements.

Si, dans les six mois de la notification du caractère incomplet du dossier, le demandeur ne communique aucun des documents ou renseignements manquants, la demande de permis est caduque. Si le demandeur communique une partie de ces documents, il est à nouveau fait application des dispositions du présent paragraphe.

En l'absence de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification du caractère incomplet du dossier dans les délais visés à l'alinéa 1er, la suspension visée au § 2 est levée et le délai dans lequel le Gouvernement doit notifier sa décision conformément à l'article 188/3 recommence à courir le lendemain de l'échéance du délai visé à cet alinéa.

§ 5. Lorsque les modifications apportées par le demandeur n'affectent pas l'objet du projet, sont accessoires et visent à répondre aux objections suscitées par le projet initial ou à supprimer de la demande les dérogations visées à l'article 126, § 11, qu'impliquait le projet initial, le Gouvernement statue sur la demande modifiée, sans qu'elle ne soit à nouveau soumise aux actes d'instruction déjà réalisés.

La suspension visée au § 2 est levée à la date d'envoi de l'accusé de réception de dossier complet visé au § 4, et le délai dans lequel le Gouvernement doit notifier sa décision conformément à l'article 188/3 recommence à courir.

Article 188/5 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le Gouvernement peut délivrer le permis, assortir le permis de conditions destinées à sauvegarder le bon aménagement des lieux ou refuser le permis.

Il peut également consentir les dérogations visées à l'article 126, § 11.

En outre, le Gouvernement peut accorder le permis en s'écartant des prescriptions réglementaires des plans visés au titre II dès que la modification de ces plans a été décidée dans le but de permettre la réalisation des actes et travaux d'utilité publique qui sont l'objet de la demande de permis, pour autant que, dans la décision de modifier le plan, l'autorité compétente ait justifié que la modification ne concerne que l'affectation de petites zones au niveau local et ne soit pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement compte tenu des critères énumérés à l'annexe D du présent Code. Dans ce cas, la demande du permis est soumise aux mesures particulières de publicité visées à l'article 188/7.

Les alinéas précédents sont applicables à l'avis du Collège d'urbanisme lorsque celui-ci tient lieu de décision conformément à l'article 188/3.

Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juillet 2019 relatif à l'introduction des recours exercés devant le Gouvernement contre les décisions prises en matière de permis de lotir, de permis d'urbanisme et de certificats d'urbanisme et organisant l'audition prévue dans le cadre de ces recours :

Article 1er. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1° CoBAT : le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire ;

2° Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale ;

3° Recours : le recours en réformation introduit auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 188/1 du CoBAT.

Art. 2. Sous réserve de ce que prévoit l'article 188/1, alinéa 2, du CoBAT pour les recours introduits par le Collège des bourgmestre et échevins, l'introduction d'un recours au Gouvernement peut se faire par la voie électronique ou par envoi d'une lettre recommandée à la poste.

Art. 3. Dès la réception du recours, le Gouvernement notifie, par la voie électronique, au Collège d'urbanisme et à l'autorité dont la décision est contestée, une copie du recours accompagnée, s'il échet, d'une copie des documents qui y sont joints.

Dès la réception de la notification visée à l'alinéa 1er, l'autorité dont la décision est contestée adresse deux copies conformes du dossier administratif au Collège d'urbanisme.

Art. 4. L'autorité dont la décision est contestée peut demander à être entendue, par la voie électronique ou par la voie postale, dans le délai prévu à l'article 188/1, alinéa 4, du CoBAT. Cette demande est adressée au Gouvernement qui la fait suivre, dès réception, au Collège d'urbanisme.

Art. 5. Lorsqu'une partie a demandé à être entendue, le Collège d'urbanisme convoque toutes les parties au plus tard huit jours avant la date de l'audition.

La convocation est adressée par la voie électronique à l'autorité dont la décision est contestée, et peut être adressée par cette voie au demandeur de permis ou de certificat dans l'une des hypothèses suivantes :

1° Lorsqu'il a introduit son recours par la voie électronique ;

2° moyennant son consentement préalable et exprès à échanger des communications électroniques produisant des effets juridiques à son égard.

L'absence d'une partie dûment convoquée n'affecte pas la validité de l'avis du Collège d'urbanisme.

Art. 6. Le Collège d'urbanisme dresse un procès-verbal de l'audition des parties en vue de sa communication au Gouvernement.

Art. 7. Lorsqu'une demande d'audition a été introduite conformément aux exigences de l'article 188/1 du CoBAT et du présent arrêté mais que le Collège d'urbanisme n'a pas procédé à l'audition dans le délai visé à l'article 188/2 du CoBAT, le Gouvernement invite les parties en vue de leur audition en se conformant au prescrit de l'article 5.